

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS : 1^{er} concours

DATE : 6 septembre 2016

MAGISTRATURE -

ou d'y mettre un signe quelconque

clarification. L'élection

leurs formations

elles aient connu

permettent

nation

tafois,

1915

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0000128

NOTE

17 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :


1

COMPOSITION DE note de synthèse

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)



Il est interdit aux candidats de signer

présidentiel empêcherait l'
étant prompt à s'aliéner
Les élections régionales
proportionnelles
le Front national
élection

Les modes de scrutin ont une influence importante sur la représentation politique. En France, les modes de scrutin ont longtemps favorisé la bipolarisation de la vie politique, mais semblent aujourd'hui devoir s'adapter au multipartisme, qui s'est malgré tout imposé (I). Il importe ainsi de les faire évoluer afin de garantir une juste représentation politique (II).

I. De la bipolarisation favorisée aux défis du multipartisme

Si les modes de scrutin ont longtemps favorisé la bipolarisation de la vie politique française (A), ils sont aujourd'hui confrontés à l'émergence du multipartisme (B).

A) Une bipolarisation favorisée par les modes de scrutin

Les deux principaux modes de scrutin sont le scrutin majoritaire et le scrutin proportionnel. Le scrutin majoritaire offre un avantage à la formation anticipée en tête des suffrages, et mène à la formation de larges majorités (doc. 1). Il tend ainsi à la constitution de gouvernements stables et d'oppositions unies et puissantes, et favorise également un jeu d'alternances dans un contexte de bipolarisme. Quant au scrutin proportionnel, qui attribue les sièges selon le nombre de voix - bien qu'un quorum soit fréquemment nécessaire -, il favorise le multipartisme et l'instabilité gouvernementale mais permet la représentation de petites formations politiques.

Les modes de scrutin français, où prédomine le scrutin

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

majoritaire uninominal à deux tours, favorise la bipartition. L'élection présidentielle contraint les petits partis à s'allier aux deux formations principales pour former une majorité (doc. 11). De même, bien qu'elles aient connu l'expérience de la proportionnelle en 1986, les élections législatives permettent de dégager une majorité gouvernementale (doc. 2), qui entraîne une situation de cohabitation si celle-ci diffère de la majorité présidentielle (doc. 12). Toutefois, les élections régionales ont un mode de scrutin mixte : la liste arrivée en tête au second obtient une prime d'un quart des sièges, et les sièges restants sont répartis à la proportionnelle (doc. 6).

B) Un déficit de représentativité face au tripartisme

Le tripartisme s'est aujourd'hui imposé dans la vie politique française. S'il désigne à l'origine la coalition gouvernementale qui vit à jour à l'issue de la Seconde Guerre mondiale (doc. 8), il évoque désormais l'installation durable du Front national en tant que force politique comparable aux deux grands partis (doc. 4). Avec un résultat de 25% des voix aux élections départementales de mars 2015, il atteint la deuxième position nationale, devant le Parti socialiste (21%). Toutefois, le tripartisme suppose en théorie l'alliance des deux partis majoritaires avec le tiers-parti - rejetée par les trois grands partis français, ce qui fait qualifier par certains la situation de "tripartition" ou de "tripartisation" (doc. 10).

Cependant, les modes de scrutin actuels ne permettent pas une représentation politique reflétant l'expression des suffrages. En dépit de scores importants aux élections présidentielles (17,9%), le Front national ne dispose que de deux députés. De même, le mode de scrutin

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

présidentiel empêcherait l'émergence d'un centre indépendant, celui-ci étant prompt à s'allier avec les majorités désignées par le vote (doc. 9). Les élections régionales et européennes, qui comprennent une part de proportionnalité, permettent à ces partis d'obtenir des représentants; mais le Front national a néanmoins échoué à remporter une région lors des élections régionales de 2015 (doc. 6).

Face au constat d'inadéquation des modes de scrutin pour assurer une juste représentation dans un contexte de virantisme, des réformes se sont imposées.

II. Une représentativité perfectible malgré une réforme des modes de scrutin

Une réforme des modes de scrutin dans les collectivités territoriales a permis d'améliorer la représentation politique de certains territoires et des femmes (A). Néanmoins, une solution reste à trouver pour permettre une plus juste représentation (B).

A) Une meilleure représentation des femmes et de certains territoires dans les élections locales

Un projet de loi de 2015 vise à réformer les modes de scrutin des élections locales. Pour le département, l'article 2 prévoit un passage du scrutin uninominal majoritaire au scrutin l'inominal, par la mise en place d'un système de "ticket électoral" comprenant deux conseillers. 10% des votes sont nécessaires pour se maintenir au second tour. Quant

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Aux communes et intercommunalités, les articles 16 et 18 du projet de loi prévoient une unique élection pour les deux conseils. Les candidats placés en tête de liste municipale seront également élus au conseil communautaire (article 20), et ce dans toutes les communes de plus de mille habitants. Dans les communes à la population inférieure à ce seuil, c'est le maire puis ses adjoints qui seront automatiquement désignés.

Ce projet de loi permet une meilleure représentation politique. D'une part, une meilleure représentation territoriale : la réduction du nombre de cantons et leur réévaluation permet de tenir compte des évolutions démographiques ; un redécoupage électoral sera également effectué pour les membres du Conseil de Paris. D'autre part, il assure une meilleure représentation politique des femmes, en accord avec l'objectif constitutionnel de parité : le système de ticket électoral mixte assurera une parité mathématique ; l'abaissement du seuil à partir duquel le scrutin de liste est obligatoire (de 3500 à 1000 habitants) devrait permettre d'augmenter le nombre de femmes dans les conseils municipaux des petites communes (32,2%). En outre, le projet de loi permet de conférer la légitimité du suffrage universel direct aux établissements publics de coopération intercommunale (doc. 7).

B) Une représentation politique qui demeure imparfaite

Parmi les perspectives les plus fréquemment évoquées pour réformer

les modes de scrutin figure l'introduction d'une part de proportionnalité dans le scrutin majoritaire. Dès les années 1990, la Commission Vedel préconisait l'élection de soixante députés à la proportionnelle (doc. 3). Toutefois, cela présente des risques incarnés par le système politique belge : instabilité gouvernementale ; création de nombreux partis polarisés sur certaines thématiques, notamment identitaires (doc. 12). Les régimes semi-présidentiels ayant une tendance naturelle à évoluer vers le parlementarisme en cas de crise institutionnelle, la solution pourrait être l'adoption d'un système mixte sur le modèle allemand, où chaque électeur vote à la fois pour un député local et pour un parti national.

Des réformes plus circonstanciées pourraient également être envisagées. Afin d'assurer une meilleure représentation des collectivités territoriales, les sénateurs pourraient être élus selon le mode actuel pour une part, et désignés en tant que présidents d'un exécutif local pour une autre part. De même, le mode de scrutin des élections européennes pourrait être réformé afin de résoudre un défaut d'identification des électeurs : les huit circonscriptions nationales, trop vastes, ne permettent pas la personnalisation de l'élection alors que le découpage régional, plus familier des électeurs, pourrait apparaître comme une solution (doc. 14).